

Les élections présidentielles d'octobre prochain se préparent dans un contexte explosif. Le candidat le plus populaire, l'ex-président Lula, se trouve en prison. Interview

«Lula doit participer»

PROPOS RECUEILLIS PAR
SERGIO FERRARI*

Brésil ▶ Le 17 août dernier, le Comité des droits humains de l'ONU a demandé au gouvernement brésilien d'accepter la candidature de Lula aux élections présidentielles du 7 octobre prochain. L'ex-président est actuellement derrière les barreaux, accusé de corruption, alors qu'il caracole en tête dans les sondages. Pour Carlos Alberto Libânio Christo – plus connu sous le nom de Frei Betto, théologien de la libération, militant social historique et ami de longue date de Lula –, il s'agit d'une injustice flagrante. Depuis Sao Paulo, le dominicain, qui s'était distancé de la politique de Lula sur plusieurs points lors de ses deux mandats (2003-2011), analyse pour *Le Courrier* les tenants et les aboutissants de ces élections.

Face à une droite divisée, le candidat de l'extrême droite, Jair Messias Bolsonaro (Parti social libéral), peut aspirer à gagner les élections si l'oligarchie parvient à empêcher Lula de participer au scrutin, le reste de la gauche partant lui aussi en ordre dispersé.

Les mouvements sociaux brésiliens relèvent que le Brésil souffre des conséquences du coup d'Etat institutionnel qui a vu la présidente Dilma Rousseff destituée par le parlement en août 2016 sur la base d'accusations sans preuves. Dans ce contexte, comment envisagez-vous les élections du 7 octobre 2018 ?

Frei Betto : Ce sont les élections les plus imprévisibles jamais vécues au Brésil. A six semaines de l'échéance, il est impossible d'en prévoir le déroulement puisque le candidat, auquel les sondages électoraux accordent les meilleures intentions de vote est Lula – entre 30% et 32%, selon les sources. Il est suivi par les indécis (21%) et, loin derrière, par Jair Bolsonaro, un militaire d'extrême droite, avec 19%. A la mi-août, le commentateur politique Marcos Coimbra, qui dirige un institut de sondage, affirmait qu'un second tour verrait un affrontement entre le candidat



Festival Lula Livre, 28 juillet 2018, aux Arcos da Lapa, Rio de Janeiro. Plus de 80 000 personnes y ont participé pour réclamer la liberté de Lula et soutenir la démocratie. DR/MÉDAILLON WIKIKOMMONS

du PT, Lula, ou son remplaçant, Fernando Haddad, au cas où Lula serait interdit de candidature, et Bolsonaro.

Que pensez-vous des poursuites judiciaires à l'encontre de Lula ? Il est évident que le processus démocratique actuel connaît des violations dans la mesure où ces décisions de justice ont pour objectif principal d'empêcher Lula de devenir, pour la troisième fois, président du Brésil. Car il est accusé sans preuves. Il est curieux qu'on accuse Lula d'un fait survenu dans l'Etat de São Paulo, dans la ville littorale de Guarujá, et qu'il soit emprisonné au Paraná, un autre Etat brésilien.

Le 15 août, le Parti des travailleurs, dans le cadre d'une mobilisation à laquelle participèrent plus de 50 000 personnes, a lancé officiellement la candidature de Lula, bien que



«Il incombe à la gauche d'organiser les classes populaires et de promouvoir l'alphabétisation politique du peuple» Frei Betto

celui-ci soit emprisonné. Considérez-vous qu'il s'agit d'une décision symbolique ou sa candidature pourrait-elle réellement être homologuée par les autorités électorales ?

Il existe des précédents de candidats condamnés par la justice et emprisonnés, et qui avaient été autorisés à s'inscrire. Ils avaient ensuite fait campagne et, une fois élus, assumé leur mandat. On ne peut donc pas considérer Lula comme déjà exclu de la compétition électorale. L'équipe de ses avocats va mener une rude bataille devant les tribunaux, la décision finale devant être prise par la Cour suprême du Brésil (*en principe avant le 17 septembre prochain, ndr*). Au cas où Lula serait écarté, le candidat du PT sera Fernando Haddad, ex-ministre de l'Éducation, avec, pour la vice-présidence, Manuela d'Ávila, du Parti communiste du Brésil (PCdoB), qui participe

à une alliance électorale avec le PT.

Si Lula était exclu, pensez-vous que l'un des autres candidats progressistes, comme par exemple Guilherme Boulos (PSOL), pourrait recueillir les suffrages populaires à la place du candidat du PT ?

Selon les sondages, Lula aurait le potentiel de transférer à son remplaçant 30% des suffrages, ce qui est très significatif. Mais tout indique que la totalité des électeurs potentiels de Lula ne voteraient pas forcément pour son successeur. Je pense que de nombreuses voix se porteraient alors sur Guilherme Boulos, ou même sur Ciro Gomes (Parti travailliste démocratique et l'Alianza Brasil Soberano) et Marina Silva (candidate du parti REDE).

Cette conjoncture brésilienne se déroule à un moment complexe

dans toute l'Amérique latine, qui connaît une forte offensive néolibérale, tempérée par la présidence de gauche d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) au Mexique, à partir du 1^{er} décembre 2018...

Le Brésil et le Mexique sont les deux pays les plus puissants d'Amérique latine. Si le PT ou le PSOL gagnent au Brésil, la coopération avec López Obrador devra être très importante pour donner un nouveau souffle aux gouvernements progressistes du continent et défendre la souveraineté du Venezuela et la révolution cubaine. Si Ciro Gomes l'emporte, le Brésil mènera une politique ambiguë, parfois progressiste, parfois capitaliste. Les autres candidats, y compris Marina Silva, ne sont pas en désaccord avec la politique néocoloniale déployée par la Maison Blanche en Amérique latine, une politique qui vise, entre autres choses, à ce que nous rompiions les relations avec la Chine et la Russie.

Vous êtes un ami de Lula. En même temps, vous avez été une voix très critique envers certaines politiques et méthodes du PT durant les treize années où celui-ci a gouverné. Quels sont les principaux défis du PT pour l'avenir ?

J'aurais souhaité que le PT fasse son autocritique. Et qu'il traduise ses militants accusés de corruption devant sa commission d'éthique. Si le PT parvient à gagner, avec Lula ou Haddad, je suppose que son gouvernement sera plus progressiste que lors des mandats antérieurs de Lula et de Dilma, de 2003 à 2016. Ou, du moins, qu'il essayera. Il faut rappeler qu'au Brésil l'action présidentielle dépend de l'appui des députés et des sénateurs du Congrès. Et je n'ai pas l'espoir que le prochain Congrès, issu des élections d'octobre, sera moins conservateur que l'actuel. Il incombe donc à la gauche de revenir au travail de base, d'organiser les classes populaires et de promouvoir l'alphabétisation politique du peuple. I

Traduction: Hans-Peter Reink
*Collaboration: Christophe Koessler

Les Colombiens atones face à la corruption

Consultation ▶ Moins d'un tiers des citoyens colombiens se sont déplacés aux urnes pour un référendum contre la corruption. Le quorum n'a pas été atteint.

«La Colombie est le seul pays où on fait voter les citoyens pour leur demander s'ils sont pour ou contre la corruption», ironisaient depuis quelques semaines nombre d'internautes sur les réseaux sociaux. Dimanche, les Colombiens étaient appelés à approuver les sept questions très précises d'un référendum destiné à lutter contre la dilapidation des ressources de l'Etat et les détournements d'argent. Mais, il s'en est

fallu d'un cheveu, le quorum n'a pas été atteint. Seules 11,7 millions de personnes sont allées voter, alors qu'il fallait atteindre le chiffre de 12,14 millions pour que le projet passe la rampe, soit un tiers du corps électoral. C'est donc, de ce point de vue, un échec.

Cependant, observent les partisans de la réforme, l'ensemble des questions posées ont été approuvées par plus de 99% des votants. Ainsi, les citoyens qui se sont déplacés ont plébiscité une baisse de salaire des parlementaires et hauts fonctionnaires (d'environ 10 000 francs actuellement à 6500 francs, soit encore 25 fois le salaire minimum), une obligation pour

les députés de rendre des comptes sur leur gestion, ou encore l'éviction des entreprises qui ont été condamnées pour corruption des futurs contrats publics. Les Colombiens ont aussi approuvé massivement des mesures concernant la transparence des marchés publics, la suppression de l'assignation à résidence des condamnés pour corruption au lieu de la prison (qui concerne en général les personnalités politiques et l'élite économique) et le gel de leurs biens.

Pour la sénatrice du parti de l'Alliance verte Claudia Lopez – l'une des instigatrices de ce référendum –, l'échec du vote de dimanche n'est donc pas

vraiment une défaite politique: «Cette consultation a obtenu davantage de suffrages que n'importe quel président de la République dans l'histoire de Colombie, a-t-elle confié à la presse nationale. Le nouveau chef de l'Etat élu en juin dernier, Ivan Duque, a recueilli moins de 10,4 millions de votes lors du deuxième tour des élections.»

Aussi, le résultat du référendum pourrait inciter une majorité de parlementaires à enfin approuver des mesures concrètes contre la corruption, endémique en Colombie. C'est du moins l'espoir des députés des rangs progressistes, encouragés par la surprenante prise de position d'Ivan Du-

que, qui s'était prononcé en faveur de la consultation, contre l'avis des caciques de son parti de la droite dure, le Centre démocratique. Cette formation est dirigée par l'ex-président Alvaro Uribe (2002-2010) – mentor d'Ivan Duque –, actuellement sous le coup d'une enquête de la Cour suprême pour corruption et subornation de témoins, et régulièrement accusé de liens étroits avec les paramilitaires. De son côté, Ivan Duque a proposé au parlement d'autres mesures, de portée beaucoup plus limitée, censées endiguer la corruption. Il a appelé dimanche soir à les accepter prochainement. CHRISTOPHE KOESSLER